



Séance du 28 mai 2021 à 15h

Présidée par Marc Aicardi de Saint-Paul

Sous la coordination d'André Ronde, 5ème section

« *La Méditerranée orientale : une nouvelle zone de conflits potentiels* »

### **Armées turques et égyptiennes : étude comparative et conflit potentiel**

**Stéphane Valter**, 5<sup>ème</sup> section – ASOM

**Michel Bozdemir**, professeur à l'Inalco

L'ouvrage collectif que nous avons rédigé, *Le général et le politique. Le rôle des armées en Turquie et en Égypte*, sera le point de départ de mon intervention. Les sujets abordés sont sensibles car s'aventurant dans les zones grises des politiques étatiques et des rapports de pouvoir. Le traitement de questions politiques, techniques, juridiques, partisans, économiques, etc., permet une comparaison fructueuse entre deux pays concurrents, aux nombreuses similitudes : poids démographique, situation géopolitique, autoritarisme, militarisation, etc. Et tant en Turquie qu'en Égypte, mais selon des modalités différentes, l'institution militaire est depuis des décennies l'acteur central d'une vie politique marquée par plusieurs coups d'État, avec comme point commun la lutte contre le terrorisme. Si l'animosité entre Ankara et Le Caire a attisé entre eux quelques conflits, surtout en Libye, le récent rapprochement pourrait changer la donne, sauf en ce qui concerne les dynamiques purement égyptiennes. Les différences sont nombreuses : expériences impérialistes divergentes, communauté religieuse (copte) en Égypte *versus* ethnique (kurde) en Turquie, capacités turques de production militaire *versus* importations égyptiennes, alliances différentes, etc. Et alors que l'Égypte a toujours été dirigée par des présidents issus de l'armée, c'est un parti politique islamo-nationaliste qui a en Turquie mis l'armée au pas.

L'article de Nicolas Monceau, *Constitutional Reform and Presidentialisation of the Regime. Turkey – Egypt: A Comparison*, montre que depuis le début des années 2010, l'Égypte et la Turquie ont connu des expériences de réforme constitutionnelle majeures ayant entraîné la présidentialisation de leurs régimes politiques.

L'article de Clément Steuer et de Victor Salama, *La place de l'armée dans les institutions : un enjeu structurant du système partisan égyptien*, explique pourquoi l'armée égyptienne occupe une place importante dans les institutions du pays depuis la fondation de la République en 1952. Néanmoins, à partir des années 1970, elle s'est moins impliquée dans le champ politique, préférant investir le terrain économique, jusqu'à la révolution de 2011 qui l'a brusquement replacée au centre de l'arène politique, où elle a cherché à intervenir pour sanctuariser une partie de ses intérêts.



L'article de Stéphane Valter, *Les forces armées égyptiennes, ou comment appréhender les multiples facettes de cette hydre de Lerne*, présente le régime du président Sîsî comme se caractérisant par une volonté de redresser le pays, en renforçant la bureaucratie (à des fins sécuritaires), tout en libéralisant l'économie. Pour leur part, les classes exploitées n'ont jamais pu entrer de plain-pied dans le champ politique, ce qui a largement défini (dès la période nassérienne) le positionnement interventionniste des forces armées aux côtés des structures de l'État. Mais en opposition à la lutte de Nasser contre l'impérialisme et le féodalisme, le Conseil suprême des forces armées puis le président Sîsî lui-même n'ont pas paru très intéressés par la défense du secteur public. La question essentielle reste : la mise au pas de la société et la libéralisation économique opéreront-elles une modification radicale des rapports entre forces armées et pouvoir, entre militaires et nation ? Voici pour les dynamiques internes.

Enfin, l'article de Jean Marcou, *Les armées turque et égyptienne : d'une communauté historique de destin à une évolution contemporaine contrastée*, rappelle que ce sont deux militaires, Mustafa Kemal et Gamal Abdel Nasser, qui ont été les figures de proue d'États-nations modernisateurs, où l'armée était au pouvoir mais ne gouvernait pas. De part et d'autre, une élite politico-militaire a prétendu imposer le changement à une société moins convaincue de cet impératif, en s'appuyant sur un complexe militaro-industriel, devenu un véritable État dans l'État. Dans les deux cas, l'institution militaire s'est posée en acteur majeur des systèmes politiques de ces frères ennemis de la Méditerranée orientale.

D'un point de vue égyptien, la réponse sécuritaire, surtout depuis 2013, en marginalisant et opprimant plusieurs groupes, a assurément engendré contestation et violence, selon un cercle vicieux dans lequel la question du monopole du pouvoir et les problèmes socioéconomiques ont été négligés au profit de réponses conjoncturelles musclées. Malgré les efforts, médiatisés, la « guerre contre la terreur » lancée par le régime actuel n'a finalement eu que des résultats mitigés, au centre de l'Égypte, au Sinaï et près de la Libye.

L'empire de l'armée peut avoir l'avantage de maintenir la cohésion du système. Et le respect des Égyptiens pour l'institution militaire, fondatrice de la République et défenseuse du territoire, s'il constitue une force patriotique centripète, entrave en contrepartie toute contestation sérieuse qui pourrait exiger plus de transparence sur la gestion des affaires publiques. L'estime populaire pour l'armée, qui va d'ailleurs de pair avec un rejet du pouvoir militaire, représente assurément un frein à toute remise en cause radicale, ce mythe national inhibiteur permettant en contrepartie d'éviter le chaos.

Mais l'image du Président – un homme fort critiqué jusqu'alors plus pour son autoritarisme que sa supposée prévarication – fut très écornée (automne 2019) par les révélations d'un homme d'affaires apparemment floué par l'armée, qui n'aurait pas honoré les termes d'un contrat. Cet entrepreneur révéla que Sîsî se serait fait construire une villa près



d'Alexandrie pour un montant de plus de 15 millions de dollars, alors qu'un Égyptien sur trois vit sous le seuil de pauvreté (selon les statistiques officielles, qui sous-évaluent la misère), révélation qui déclencha un vaste mouvement de protestation. À l'évidence, de telles affaires pourraient déstabiliser le régime, qui devrait alors se recentrer sur la répression intérieure, au détriment des questions extérieures.

Quoi qu'il en soit, les questions de pauvreté ou les polémiques sur les malversations ne semblent pas avoir détourné le régime de ses ambitions de développement et de modernisation de l'armée : le 15 janvier 2020 a été inaugurée la base aéronavale de Birnîs (Bérénice, au sud de Marsâ 'Alam), la plus grande base militaire sur la Mer rouge, en clôture des manœuvres des forces armées intitulées « Qâdir 2020 ». Avec la base Muhammad Najîb (ouverte en juillet 2017, près de la côte méditerranéenne, à l'ouest d'Alexandrie), Birnîs constitue le second élément essentiel pour la concentration des forces armées et leur projection. Dans le cas de Birnîs, il s'agit essentiellement d'assurer la sécurité de la navigation, et probablement d'intimider l'Éthiopie dont le barrage de la Renaissance (en construction) menace la sécurité hydraulique de l'Égypte.

Comme la Chine est aujourd'hui le premier investisseur direct étranger en Éthiopie, et que les entreprises chinoises sont très actives dans le développement de divers types d'infrastructures, grâce à des fonds chinois, il est à craindre pour Le Caire que Pékin ne soutienne en partie Adis Abeba en cas de conflit, et ce même si *la Chine a récemment injecté entre 16 et 20 milliards de dollars dans l'économie égyptienne (prêts, investissements et projets de développement, l'Égypte étant le quatrième plus grand bénéficiaire des investissements chinois en Afrique)* : zone économique spéciale du canal de Suez, système de métro léger reliant la nouvelle capitale à des villes situées en dehors du Caire, centrales solaires près d'Assouan, etc. L'atout du Caire est que l'Égypte constitue un maillon important dans le pharaonique projet chinois, *Belt and Road Initiative* (projet débuté en 2013, englobant plus de 150 pays et devant atteindre 1,3 milliard de milliards de dollars d'investissement en 2027).

Par ailleurs, le jour de l'inauguration de la base de Birnîs a commencé la livraison de gaz israélien (extrait de gisements méditerranéens) au Caire, alors que le flux était auparavant contraire, dans un clair signe, premièrement d'une volonté égyptienne de normalisation avec Tel Aviv (certainement acceptée par l'Arabie saoudite, mais manifestement au détriment des droits économiques palestiniens et accessoirement libanais), et deuxièmement de diversification des approvisionnements et de développement économique (dans un sens libéral). Ceci montre – avec des contradictions dont on ne sait comment elles seront gérées à terme – les priorités du régime du Président Sîsî : renforcer l'armée (et subséquemment sa mainmise sur la société) pour garantir la stabilité régionale (contre le terrorisme et l'Éthiopie) et sécuriser les bases de l'économie nationale, mais sans trop se soucier des sensibilités



antisionistes, des souffrances des classes pauvres et des maux affligeant les régions marginalisées.

Le récent achat à la France de 30 avions Rafale (pour quelque 4 milliards d'euros) va endetter encore plus un pays aux ressources limitées, mais que le président ambitionne de doter de l'armée la plus puissante de la région. Mais pour faire quoi ? Très probablement pas pour lutter contre Israël. Peut-être pour impressionner l'Éthiopie ? Ces avions seront en tout cas certainement de peu d'utilité dans la lutte antiterroriste au Sinaï. Il resterait la Libye, pour mettre en place un allié et s'assurer un approvisionnement bon marché en pétrole, si ce n'est que le rapprochement avec la Turquie – un antagoniste dans le conflit libyen – rendrait mécaniquement l'option militaire moins utile. On peut alors se demander contre quel ennemi – à inventer, pour se légitimer – pourrait se tourner à l'avenir la puissante armée égyptienne.